

LA BOLIVIE : UN PAYS AUX VISAGES MULTIPLES

GEOGRAPHIE

La Bolivie est enclavée au cœur de l'Amérique du Sud. Elle a perdu son accès direct à la mer lors de la guerre du Pacifique contre le Chili (1879-1884). Trente-six fois plus grande que la Belgique, son territoire comporte trois régions:



- **Les plaines orientales** (*el Oriente*) couvrent les deux tiers de l'ensemble du territoire. Le climat est tropical chaud et humide et les terres fertiles ont permis d'y développer une agriculture intensive. On y trouve de grandes exploitations agricoles (des agro-industries) qui produisent des cultures d'exportation comme du coton, du soja, du riz, du cacao... Dans les forêts tropicales, partie du bassin amazonien, on y exploite différentes variétés de bois. Dans l'*Oriente*, on trouve de nombreuses matières premières comme du pétrole, du gaz, des minerais de fer et des pierres précieuses. La ville principale est Santa Cruz, poumon économique de la Bolivie.
- **Les vallées** (*los Valles*) se situent entre les Andes et les plaines orientales. L'altitude va de 1000 à 2000 mètres. Le bon climat de cette région permet la production de céréales, une grande variété de fruits tropicaux, du café, du thé, du tabac et aussi la feuille de coca. Les villes principales sont Cochabamba et la capitale Sucre.
- **Les hauts plateaux montagneux** (*El Altiplano*) constituent la partie *andine* du pays située entre les deux cordillères des Andes. L'altitude moyenne est de 3800 m mais des glaciers dépassent les 6000 m d'altitude. La Paz et El Alto sont les deux villes les plus peuplées du pays. À cause de la rudesse du climat et de la qualité du terrain, l'agriculture y est très peu variée et rentable. Il s'agit surtout d'une agriculture de subsistance. On y cultive notamment le *quinoa*. L'exploitation minière est une autre activité économique essentielle de l'Altiplano qui a donné naissance aux villes de Potosí et d'Oruro.

POPULATION

La Bolivie est un des rares pays d'Amérique latine où la population est majoritairement d'origine indienne ou **amérindienne** ($\pm 62\%$). Le reste de la population est composé de métis ou *Cholos* ($\pm 28\%$) et de blancs ou *Criollos* descendants des Espagnols ($\pm 10\%$).

Plus de la moitié de la population bolivienne vit dans la région de l'Altiplano, les hauts plateaux andins de Bolivie. Ici, la vie est particulièrement difficile à cause de l'altitude et du climat rude. Les paysans des Andes vivent en communautés selon une structure appelée **ayllu**. Ici, on cultive notamment le **quinoa** : un aliment très riche en protéines et vitamines, nettement supérieur à l'avoine, au maïs ou encore au riz. Ces dernières décennies, le marché du quinoa s'est développé aux États-Unis et en Europe avec une image d'aliment *ancien, naturel et diététique*. Cette percée est également à attribuer à la filière du commerce équitable qui vise à soutenir notamment des coopératives paysannes. La production de quinoa constitue depuis quelques années, une bonne partie des revenus d'une famille paysanne de l'Altiplano. Mais, paradoxalement, pour la plupart des Boliviens, le quinoa reste un aliment très cher et donc peu consommé localement. Les conditions de vie pénibles et le faible revenu du travail agricole font en sorte que de plus en plus de paysans délaissent leurs communautés d'origine pour émigrer vers les villes, dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Aujourd'hui, l'**exode rural** menace réellement la survie des communautés de l'Altiplano.



La ville **d'El Alto**, satellite de La Paz est née en grande partie de cet exode rural. El Alto a développé sa propre dynamique économique : il s'agit notamment du commerce de rue, des diverses activités artisanales, mais aussi de la contrebande. Ce type d'activités relève de **l'économie informelle** sur laquelle l'État n'a pas de contrôle. Cette économie de survie s'est fortement développée en réponse à la situation économique difficile et concernerait +/- 57% de la population active en Bolivie. La multitude d'organisations à El Alto a créé un véritable tissu social et des réseaux de résistance très actifs. Ces organisations ont joué un rôle prépondérant dans les conflits des années 2000 pour retrouver la souveraineté du pays. Elles ont contribué au renforcement de l'auto-affirmation de l'identité indigène avec une capacité de pression et de mobilisation étonnante. Aujourd'hui une autre menace plane sur l'Altiplano: **la fonte des glaciers**. Celle-ci est le résultat des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés. Or ces glaciers abritent les réserves d'eau indispensables pour les populations : pour boire, se laver, mais aussi pour l'agriculture. La fonte des glaciers est étroitement liée à notre modèle de développement occidental qui provoque des déséquilibres dans l'écosystème de notre planète. Dès lors n'aurions-nous pas intérêt à nous inspirer d'éléments des cultures ancestrales des premières nations? Chez les Amérindiens de Bolivie, la **Cosmovision andine**, par exemple, est un ensemble de savoirs et de valeurs qui conduisent l'Homme à vivre en harmonie avec la nature. Une sagesse qui évite de dégrader notre environnement et prévient les conséquences désastreuses qui en découlent.



HISTOIRE

La civilisation de Tiwanaku et des Incas sont les deux **civilisations précolombiennes** qui ont précédé la **colonisation espagnole** en 1532 dans les Andes. Malgré la résistance des Amérindiens, les Espagnols vont réussir à anéantir l'empire Inca. Ils vont imposer une agriculture de type féodal avec des grands propriétaires terriens et une classe d'ouvriers agricoles opprimés. La découverte des minerais précieux à Potosi et à Oruro va provoquer l'esclavage des peuples indiens pour permettre l'exploitation minière.

L'Indépendance de la Bolivie a lieu en 1825. Dans les faits, il ne s'agit pas d'une décolonisation physique mais d'une rupture avec la métropole coloniale, l'Espagne. Les Amérindiens vont être systématiquement discriminés et considérés comme des citoyens de second rang sans réelle participation dans la gestion du pays.

Les **dictatures militaires** qui se succèdent de 1960 à 1980 feront régner sur le pays un climat de peur et de répression. Au début des années 80, la Bolivie semble se stabiliser et se démocratiser. Elle entre de plein-pied dans **l'économie libérale de marché**, avec son lot de privatisations et de politiques d'austérité. Tout au long de l'histoire, les Amérindiens n'ont cessé de se rebeller. Ils se sont organisés en syndicats et en mouvement sociaux. C'est finalement à partir des années 2000 que leur lutte trouvera un soutien plus large dans la société bolivienne : lors de la guerre de l'eau et des guerres du gaz, deux ressources naturelles convoitées par les multinationales au détriment des intérêts du pays.

Les mouvements sociaux en ressortent vainqueurs, ce qui va permettre **l'élection du premier président amérindien Evo Morales**. La participation des Amérindiens dans les organes de décision à tous les échelons de l'État traduit ce changement devenu irréversible. Le pays entame alors un long processus de changement : nouvelle constitution nationale, semi-nationalisation de nombreuses entreprises et ressources naturelles, projets sociaux Mais les défis restent de taille. Aujourd'hui la Bolivie doit faire face, comme le reste de la planète, aux différentes crises: crise alimentaire, crise financière et crise climatique.

LA BOLIVIE D'AUJOURD'HUI



La Bolivie n'est définitivement plus le même pays **qu'il y a 10 ans**, lorsque Evo Morales a pris le pouvoir.

- Grâce à la mise en place de politiques sociales, la Bolivie a pu **réduire l'extrême pauvreté** en passant de 34% à 15%, ce qui lui a valu la reconnaissance de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Il se dit que 1 million de personnes sont sorties de la pauvreté en 10 ans.
- Le **salairé minimum** a augmenté jusqu'à 127% durant la gestion de Evo Morales, qui a cherché à augmenter le niveau de vie de la classe ouvrière.
- La Bolivie a investi énormément pour développer son réseau et ses **infrastructures autoroutières**, ce qui facilite considérablement le transport et le commerce au sein du pays.

- Le gouvernement bolivien a investi dans la **santé**, en construisant des centaines de centre d'attention médicale de 1er niveau et des dizaines de centres de 2ème niveau.
- Au 1er janvier 2015, le président bolivien a garanti l'accès à l'**eau potable** à 85,2% de la population, qui, souvenons-nous, a vécu "*la guerre de l'eau*" insufflée par la Banque Mondiale et quelques multinationales, 15 ans plutôt.
- Le gouvernement Morales a distribué 1.400.000 **titres de propriété de terres** aux paysans et indigènes en Bolivie.
- Les personnes du 3ème âge ont enfin été prises en compte: 900.000 personnes perçoivent des **allocations** et retrouvent un peu de dignité.
- En 6 ans, la Bolivie a doublé son volume de production/consommation de **lait** (de 29 à 57 l/personne) ce qui permet de garantir une meilleure nutrition à des millions d'enfants.
- Le gouvernement bolivien destine 14% de son budget à l'**éducation** afin de former 82.000 professeurs ou de créer des universités indigènes. Ce nouveau modèle éducatif vise une inclusion ethnographique notamment grâce à la possibilité de suivre les études dans les langues natives du pays.
- La **corruption** reste un des thèmes les plus questionnés par les citoyens. Le gouvernement lui-même reconnaît que c'est une matière complexe qu'il devrait affronter sérieusement.
- **La crise de la justice**, réclamée par le peuple bolivien, est le point négatif de ces 10 ans de gestion et, à l'évidence, reconnue par le gouvernement lui-même.

Il s'agit maintenant du **dernier mandat présidentiel d'Evo Morales** (2006-2010, 2010-2015, 2015-2020). En effet, en novembre 2015, Le sénat a convoqué un Référendum pour une réforme de la Constitution. Cette réforme visait à offrir au dirigeant bolivien la possibilité d'effectuer un 4ème mandat. De manière démocratique, le peuple bolivien a cependant choisi de ne pas octroyer un 4ème mandat au président Evo Morales.

À l'heure actuelle, il existe plusieurs interrogations majeures pour la Bolivie :

- *Que se passera-t-il après 2020, après Evo Morales ?*
- *Que se passera-t-il si le changement climatique n'est pas atténué ?*
- *Les progrès sociaux indéniables de la Bolivie sont-ils durables puisque très dépendants d'une politique extractiviste (liées à l'exploitation des ressources naturelles) au détriment de l'environnement ?*

Pour l'instant, rien n'est fait pour atteindre les objectifs (cfr « objectifs du Millenium »), tels que éradiquer la pauvreté et diminuer les inégalités. De notre côté, nous sommes pourtant convaincus que si nous n'en finissons pas avec le système capitaliste, il est impossible d'en finir avec la pauvreté. Ce système capitaliste exploite la planète, l'environnement et la nature. Nous avons tous l'obligation de faire le pari qu'un jour, les droits de la PachaMama (Mère Terre) seront respectés. (Evo Morales, New York, siège de l'O.N.U., 26/09/2015)

LES TROIS GRANDS DÉFIS DE LA BOLIVIE



LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Bolivie est aujourd'hui fortement touchée par les conséquences du changement climatique : sécheresses, inondations, fonte des glaciers, etc. Des études ont démontré qu'au niveau mondial, **l'agriculture industrielle** est une des causes principales du réchauffement climatique. En effet, elle est responsable à elle seule de 13% des émissions de GES. En y ajoutant la **déforestation** pratiquée pour étendre les terres agricoles, l'impact des intrants chimiques polluants, la transformation industrielle, le transport d'aliments dans le monde entier, les emballages et la production de déchets, le système alimentaire mondial actuel est responsable de 44 à 57% des émissions de gaz à effet de serre. Les petits paysans peuvent donc refroidir la planète ou du moins aujourd'hui freiner le processus de réchauffement. Privilégier l'essor d'une agriculture à petite échelle et encourager la consommation de produits locaux sont une partie importante des « solutions » dans la lutte contre les changements climatiques.

La Bolivie se veut le porte-parole des peuples victimes du changement climatique, qui pourtant n'en sont pas les premiers responsables en réclamant de façon proactive la justice climatique. Elle plaide pour le concept du **vivir bien** avancé par les peuples indigènes, qui se base sur un équilibre harmonieux entre le développement des sociétés humaines et les capacités en termes de ressources de notre Terre. Malheureusement, ce discours qui a eu un retentissement important au niveau international n'a pas été assez suivi d'actes concrets dans le pays. Les progrès sociaux indéniables ces 10 dernières années (voir ci-dessous) se sont fait grâce à une politique extractiviste très poussée couplée à des prix des matières premières élevées sur le marché international mais trop souvent au détriment de l'environnement et de la Pachamama (Terre Mère) si chère aux Amérindiens. Mais quel pays serait prêt à renoncer à toutes ces ressources naturelles tant convoitées dans le monde pour assurer un développement décent à sa population ? Une [élite intellectuelle plus clavoyante](#) en Bolivie nous rappelle que le changement durable est possible à condition d'emprunter un chemin peut-être plus lent mais à terme gagnant comme par exemple l'investissement massif dans l'énergie solaire et éolienne.

LA SOUVERAINETÉ SUR LES RESSOURCES NATURELLES

Argent, or, étain, fer, antimoine, lithium, tungstène, cuivre, plomb, bismuth, gaz et pétrole sont quelques-unes des **nombreuses richesses** qu'abrite le sous-sol bolivien. Pourtant, la Bolivie est le pays le plus **pauvre**

économiquement d'Amérique du Sud. Les dictatures successives et les oligarchies qui ont dirigé le pays n'ont de toute évidence pas cherché à le développer. Elles visaient plutôt à enrichir la classe dominante sur le dos d'une population sans cesse plus pauvre. Une attitude qui, au lieu d'être bannie par les institutions internationales, a été encouragée par des politiques néolibérales dont le principe est de privatiser au maximum les entreprises voire d'en confier la gestion à des multinationales étrangères, tout cela au nom de la rentabilité économique. Ces dernières agissent pour leur seul profit et il y a peu de retombées positives pour le pays. Cette politique est dorénavant remise en cause par le gouvernement d'Evo Morales qui exige auprès des candidats investisseurs un plus grand bénéfice économique pour la Bolivie afin de pouvoir mettre en œuvre des projets à vocation notamment sociale.

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La Bolivie connaît de **graves problèmes alimentaires** alors même que 32% de la population active vit de l'agriculture. De nombreux facteurs sont à la source de ce problème : l'absence de politique agricole, la répartition inégale des terres, le manque d'infrastructures de transport et de stockage, le manque de moyens pour la transformation et la conservation des produits et plus récemment les impacts du changement climatique sur la production agricole.

Les agriculteurs boliviens doivent aussi faire face au **dumping** : la concurrence des produits importés vendus moins chers que les mêmes denrées produites localement. Beaucoup de paysans se découragent de cette situation, et il en résulte un exode rural massif vers les villes.

En Bolivie, deux **modèles agricoles** s'opposent : *l'agro-industrie* dans les départements de l'Orient dirigée principalement vers l'exportation et *l'économie paysanne à petite échelle* surtout destinée aux cultures vivrières. Le gouvernement d'Evo Morales s'était engagé à œuvrer pour atteindre la souveraineté alimentaire du pays, pour donner la capacité au pays de produire et de consommer en donnant la priorité aux cultures vivrières pour la consommation locale. Force est de constater que malgré un certain soutien aux petits paysans et une redistribution des terres, le gouvernement s'est quand-même allié aux agro-industries pour des raisons de jeux politiques complexes et n'a pas réussi à démanteler le pouvoir économique des grands propriétaires terriens.

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Si bien la Bolivie est née en tant que République en 1825, le pays est aujourd'hui devenu l'Etat Plurinational de la Bolivie, c'est-à-dire que 36 peuples et nations originaires ont été reconnus et bénéficient d'une certaine autonomie par rapport au gouvernement central.
- En 1909, Georges Rouma, jeune pédagogue belge a élaboré la conception de l'éducation en Bolivie, devenant ensuite Directeur Général de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Normal de Bolivie. Jusque dans les années 70', c'est le Français qu'on apprenait en tant que 2^{ème} langue à l'école.
- Le révolutionnaire cubano-argentin Ernesto *Ché* Guevarra est assassiné en Bolivie alors qu'il y préparait une révolution pour et avec les pauvres et les paysans, censée se propager dans tout le continent.
- Le rappeur américain (2Pac) Tupac Shakur doit son nom au Révolutionnaire andin Tupac Amaru qui a lutté contre la Couronne Espagnole pour redonner des droits à son peuple !
- Il se dit qu'on aurait pu construire un pont en or et argent entre l'Amérique et l'Europe avec la quantité de ressources exploitées dans les mines par les colons espagnols. D'autres disent qu'on aurait pu construire 2 ponts en os .., avec le nombre de morts causé par la colonisation !
- Hergé, le dessinateur de **Tintin**, s'est largement inspiré de la Bolivie pour les albums *Le temple du soleil*, *Les 7 boules de cristal*, *L'oreille cassée*, *Les Picaros*. Il n'y a pourtant jamais mis les pieds.
- Quechua n'est pas seulement une marque d'équipement sportif. **Quechua** est la langue utilisée communément par les peuples de l'Empire Inca. Aujourd'hui, plus de 10 millions de personnes le parlent en Bolivie, au nord de l'Argentine, au Pérou, en Equateur et en Colombie. Les mots suivants sont d'origine quechua : alpaga, condor, coca, lama, pampa, puma et quinoa.

LA BOLIVIE EN QUELQUES CHIFFRES

	BOLIVIE	BELGIQUE
CAPITALE	Sucre (capitale constitutionnelle) La Paz (siège du gouvernement)	Bruxelles
SUPERFICIE (KM²)	1.098.581	30.514
DEMOGRAPHIE		
Population (2016)	10.985.059	11.071.483
Densité (hab/km²) (2011)	9,99	362,67
Espérance de vie (2011)	71,8	80
Mortalité infantile °/00 (enfants de 0 à 5 ans) (2011)	32,29°/00	5°/00
INDICATEURS SOCIOCULTURELS		
Indice de Développement Humain (IDH) (2011)	IDH = 0,667 113ème sur 187 pays	IDH = 0,890 21ème sur 187 pays
Taux d'alphabétisation (au-delà de 15 ans)	90,7%	99 %
Nombre de médecins pour 1000 habitants	1,41 (2016)	4,9 (2015)
Possession télévision	68,7% (2012)	98% (2015)
Utilisation d'internet	46,3% (2015)	83% (2015)
Téléphone mobile pour 1000 habitants	930 (2012)	1135 (2013)
ECONOMIE		
Monnaie (2016)	Boliviano (1 BB = 0.1 €)	Euro (1€ = 7.7BS)
PIB par hab. (2011)	4.013 \$	32.395 \$
ENVIRONNEMENT		
Empreinte écologique (hectares/hab)	1.58 (2014)	7,47 (2014)
Émission de CO2/habitant	1,5T	9,9T

1: L'IDH est un indicateur composite créé par l'ONU comportant 3 éléments : durée de vie, niveau d'éducation, niveau de vie. Il est compris entre 0 (=développement nul) et 1 (=développement maximum). 185 pays sont ainsi classés par le PNUD en fonction de leur indice de développement humain.

2: Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la richesse totale créée dans le pays pendant l'année, c'est-à-dire la production de biens et de services, quelle que soit l'origine géographique de cette production. Le calcul par habitant est purement statistique et ne correspond pas à une réelle redistribution de richesse. Il s'agit donc uniquement d'un indicateur de référence.

3: L'empreinte écologique est la mesure de la pression qu'exerce l'Homme sur la nature. C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchet.